

# "Casse" des missions, baisse des effectifs: les agents des finances publiques dans la rue

L'Express Expansion

14 novembre 2019



Le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez (3D) manifeste avec les agents des finances publiques, le 14 novembre 2019 à Paris ( AFP / ERIC FEFERBERG )

**Paris - "Casse" des missions, baisse des effectifs, fermeture de trésoreries, souffrance au travail: les agents des finances publiques, au coeur de la gestion de l'Etat, ont de nouveau manifesté jeudi à Paris contre le projet gouvernemental de réorganisation de leurs services.**

Entre "20% et 25%" d'entre eux étaient en grève, selon un point établi en milieu d'après-midi par l'intersyndicale de la direction générale des finances publiques (DGFIP), qui regroupe Solidaires, CGT, FO et CFDT-CFTC.

Bercy a annoncé un taux de grévistes de 21%, contre 36% lors de la dernière journée d'action le 16 septembre.

"Près de 2.000" agents selon l'intersyndicale, 1.400 selon la préfecture de police, certains venus de Bretagne, Normandie et Nouvelle-Aquitaine, se sont rassemblés place de la Nation à la mi-journée, a constaté une journaliste de l'AFP. Des rassemblements ont également eu lieu en province, selon les syndicats.

A Paris, les manifestants ont convergé vers Bercy, en poussant la chansonnette en forme d'hommage sarcastique au ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin, sous une marée de drapeaux et gilets colorés à l'estampille de leurs syndicats.

L'ensemble des administrations de Bercy étaient représentées en soutien à leurs collègues des finances, dont les douaniers qui craignent de voir nombre de leurs attributions disparaître ou être

transférées au détriment des entreprises qu'ils *"ne pourront plus protéger contre la concurrence déloyale"*, a fait valoir Philippe Bock (Solidaires Douanes).

- *"Même plus l'impôt sur les os"* -

*"Même plus l'impôt sur les os"*, proclamaient des banderoles noires sur fond de tête de mort. D'autres dénonçaient *"la casse"* des services publics et de la DGFîP, ou réclamaient le *"maintien des services de proximité"* des finances publiques, dont les missions, en dehors du recouvrement de l'impôt, comprennent le contrôle, la gestion et l'exécution des dépenses à tous les niveaux de l'Etat et des collectivités.

Avant le départ du cortège DGFîP et de rejoindre celui des acteurs de la santé, le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, est venu apporter son *"soutien"* aux agents des finances publiques. Il a dénoncé *"une absence de dialogue social généralisée"* et *"un mépris"* de *"tous ceux qui s'opposent"* à la politique du gouvernement, *"qui parle de concertation et dit avoir entendu mais continue comme si de rien n'était"*.

A la DGFîP, *"on voit bien que le numérique sert de prétexte pour supprimer des emplois, quand on sait qu'il y a encore 15 millions d'usagers qui se rendent chaque année dans les Trésors publics pour obtenir des renseignements"*, a-t-il souligné.

M. Martinez a donné rendez-vous *"au public comme au privé le 5 décembre"*, journée d'action interprofessionnelle contre la réforme des retraites.

Le projet de restructuration de la DGFîP prévoit la mise en place d'un nouveau réseau de proximité, que les syndicats qualifient de *"leurre"*. Il s'agirait de multiplier des *"points de contact"* dans les territoires ruraux et périurbains: des maisons de service public, des agents itinérants voire des bus, prenant le relais des centres des finances publiques actuels.

Outre ce réseau, les syndicats dénoncent la privatisation ou le transfert de certaines des missions de la DGFîP, comme le recouvrement de l'impôt par les buralistes.

Le ministère des Comptes publics a prévu la suppression de 5.800 postes entre 2020 et 2022 à Bercy, dont 4.800 sur le périmètre de la DGFîP, qui emploie 110.000 agents et a perdu 40.000 emplois depuis 2002.

Il entend supprimer 1.600 trésoreries sur 2.000 aujourd'hui, chargées de la gestion et du contrôle des collectivités territoriales, et auxquelles s'ajoutent 2.000 centres des finances publiques, chargés de l'impôt des particuliers et des entreprises notamment, selon Anne Guyot-Welke, secrétaire nationale de Solidaires Finances Publiques.

Lors d'une conférence de presse, Mme Guyot-Welke a mis en garde contre *"un climat social jamais vu (au sein de la DGFîP) avec une réelle souffrance au travail d'agents méprisés par le gouvernement"* et *"le risque de services publics low cost avec des conséquences désastreuses pour les usagers aussi"*.

Son homologue de FO, Hélène Fauvel, a déploré un *"affichage de façade et un double discours gouvernemental qui fait croire qu'on lutte contre certaines dérives tout en détruisant les moyens réels d'y parvenir"*.